

[Text]

estimates of job loss owing to the Free Trade Agreement have been demonstrated to be completely false, given the record of more than 200,000 jobs lost in the time since the Free Trade Agreement was implemented.

Therefore, Canadian workers do not believe for a minute the forecast of a 1.5 per cent inflationary impact of the GST, and therefore will negotiate on the basis of a much higher expectation of inflation following the implementation of Bill C-62. I am sure you have heard throughout these hearings some thoroughly researched and carefully extrapolated predictions on the inflationary effects of the GST. We, therefore, have attached to our brief some representative tables for your reference.

The second assurance from government about the inflationary impact of the goods and services tax is that the savings created by the shift from the manufacturers' sales tax, or MST, to the GST will be passed along to the consumers. This suffers equally from lack of credibility. As consumers, working people see little evidence to support this assumption. For example, the benefits of competition, deregulation, privatization, free trade or any other government policies have yet to result in any relief of consumer prices or taxation. Indeed, we have been subjected to a variety of measures by corporations to veil actual price increases, such as the trend to reduction of sizes in packages of goods in order to disguise price increases. Thus, workers are not inclined to expect any transfer of tax cost relief to the consumer marketplace. In any case, even if the savings from the MST were passed on 100 per cent to the consumer, inflation would still run at 1.51 per cent.

In all, this lack of credibility on the part of government and the absence of expectation of ethical behaviour from business will not allow us to believe the government's prediction of a 1.5 per cent, one-time price increase. In fact, we do not believe the GST will stay at 7 per cent. Some advisors to the government have already suggested that it needs to be at 11 per cent to make it worthwhile.

Furthermore, the structure of inflation protection schemes and collective bargaining cycles means that this impact will be distributed over the next two to four years, as agreements expire and unions negotiate new agreements providing compensation for the GST's erosion of real net buying power in contracts ranging from one to four years in length.

Further, we as trade union leaders would also be indulging in a flight of fantasy if we were to anticipate that employers who are gaining a benefit from this system change would be more flexible in their negotiating positions.

Therefore, the government has set up a scenario for increased tension and conflict between labour and employers in the collective bargaining process. One can only expect to see increased turmoil and strife in labour relations as a result of the GST.

What will be the government's alternative in responding to these problems? As Wood Gundy suggests, the government

[Traduction]

sujet des pertes d'emploi attribuables à l'Accord de libre-échange se sont révélées complètement fausses, puisque plus de 200 000 emplois ont été perdus depuis que l'Accord a été signé.

C'est pourquoi les travailleurs ne croient pas un seul instant aux prévisions voulant que la TPS n'aura qu'un impact inflationniste de 1.5 p. 100. et par conséquent, négocieront en fonction d'attentes beaucoup plus élevées à la suite de l'adoption du Projet de loi C-62. Je suppose que vous avez déjà entendu bien des prévisions soigneusement documentées et extrapolées sur les effets inflationnistes de la TPS. C'est pourquoi nous avons annexé à notre document quelques tableaux représentatifs à titre de référence.

Le gouvernement nous assure également que les économies réalisées en passant de la taxe sur les ventes des fabricants à la TPS seront transmises aux consommateurs. Là encore, le gouvernement manque de crédibilité. En tant que consommateurs, les travailleurs ne voient aucune preuve pour appuyer cette hypothèse. Par exemple, les avantages de la concurrence, de la déréglementation, de la privatisation, du libre-échange ou de toute autre politique gouvernementale n'ont encore fait diminuer aucun prix ni impôt. En réalité, les sociétés nous ont imposé toute une série de mesures pour occulter les augmentations réelles de prix, comme cette tendance à réduire la taille des contenants afin de déguiser les augmentations de prix. Ainsi, les travailleurs ne sont pas enclins à s'attendre à un transfert de la diminution du coût de la taxe aux consommateurs. De toute façon, même si les économies réalisées par la suppression de la taxe sur les ventes des fabricants étaient transmises à 100 p. 100 aux consommateurs, l'inflation serait encore à 1.51 p. 100.

Ce manque de crédibilité du gouvernement et l'absence de l'attente d'un comportement éthique de la part du milieu des affaires ne nous permet pas de croire aux prévisions d'une augmentation des prix ponctuelle de 1,5 p. 100. En fait, nous ne pensons pas que la TPS restera à 7 p. 100. Certains conseillers gouvernementaux ont déjà indiqué qu'elle devra passer à 11 p. 100 pour qu'elle en vaille la peine.

En outre, la structure des programmes de protection contre l'inflation et les cycles de négociation collective signifient que cet impact sera réparti sur les deux à quatre prochaines années, à mesure que les conventions expireront et que les syndicats négocieront de nouvelles conventions en prévoyant une compensation pour l'érosion du pouvoir d'achat net réel pour les conventions d'une durée de un à quatre ans.

D'autre part, en tant que chefs syndicaux, nous serions bien optimistes de penser que les employeurs qui profitent de ce changement de régime seraient plus souples dans leurs négociations.

Par conséquent, le gouvernement a mis sur pied un scénario qui prévoit une augmentation des tensions et des conflits entre les syndicats et les employeurs lors du processus de négociation. On ne peut que s'attendre à voir des troubles et des tensions croissantes dans les relations de travail à la suite de la mise en œuvre de la TPS.

Quelle sera l'attitude du gouvernement pour répondre à ces problèmes? Comme Wood Gundy le suggère, le gouvernement